

Art. 11. — Des décrets fixeront, en tant que de besoin, les attributions des différents organes de l'administration centrale du ministère des armées.

Art. 12. — Toutes dispositions antérieures contraires sont abrogées, et notamment les titres I<sup>er</sup>, III, IV et VI, ainsi que l'article 6 (2) du décret du 22 avril 1927 portant organisation de la marine militaire ;

— le décret n° 45-445 du 1<sup>er</sup> mars 1945 relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la guerre ;

— le décret n° 46-248 du 18 février 1946 relatif à l'organisation centrale du ministère des armées ;

— le décret n° 47-564 du 28 mars 1947 fixant la liste des services communs rattachés au ministère de la défense nationale ;

— le décret n° 48-733 du 27 avril 1948 portant création d'un service de coordination de la réglementation des personnels civils des forces armées ;

— le décret n° 49-1295 du 16 septembre 1949 fixant la liste des emplois d'inspecteurs généraux de la défense nationale ;

— le décret n° 56-661 du 30 juin 1956 relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la défense nationale et des forces armées ;

— les articles 1<sup>er</sup>, 3, 4, 5, 6, 7 et 12 du décret n° 58-25 du 14 janvier 1958 relatif à l'organisation de l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux forces armées (air).

Art. 13. — Le Premier ministre et le ministre des armées sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 5 avril 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,  
MICHEL DEBRÉ.

Le ministre des armées,  
PIERRE MESSMER.

#### Décret n° 61-308 du 5 avril 1961 fixant les attributions du délégué ministériel pour l'armement.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des armées,

Vu les décrets du 8 janvier 1959 portant nomination du Premier ministre et des membres du Gouvernement, modifiés notamment par le décret du 5 février 1960 ;

Vu le décret n° 61-306 du 5 avril 1961 fixant les attributions du ministre des armées ;

Vu le décret n° 61-307 du 5 avril 1961 portant organisation de l'administration centrale du ministère des armées,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le délégué ministériel pour l'armement prépare, soumet à l'approbation du ministre des armées et fait exécuter les programmes d'études, de recherches et de fabrication d'armement, en collaboration étroite avec les chefs d'état-major compétents, selon des modalités fixées par instruction du ministre des armées.

Art. 2. — Le délégué ministériel pour l'armement est vice-président du comité technique des programmes des forces armées. Il en préside le comité restreint.

Art. 3. — Dans la limite des attributions qui lui sont fixées par le ministre des armées, le délégué ministériel pour l'armement exerce la tutelle des établissements publics et des sociétés nationales, ainsi que le contrôle des entreprises privées participant aux recherches, études et fabrications d'armement.

Art. 4. — Le délégué ministériel pour l'armement dispose d'une délégation ministérielle. Il est assisté d'officiers, d'ingénieurs militaires ou de fonctionnaires civils. L'organisation de la délégation est fixée par un arrêté du ministre des armées.

Le délégué ministériel pour l'armement a autorité sur les directions qui relèvent de lui, en vertu du décret n° 61-307 du 5 avril 1961, ainsi que sur les organismes qui dépendent d'elles. Toutefois, le chef d'état-major de la marine a autorité directe sur la direction centrale des constructions et armes navales en matière d'entretien et de réparation des unités en service ou en réserve.

En outre, le délégué ministériel pour l'armement fait exécuter les réparations 4<sup>e</sup> échelon à la demande des chefs d'état-major de l'armée de terre et de l'armée de l'air.

Le délégué ministériel pour l'armement a autorité sur l'inspecteur des programmes et fabrications d'armement, ainsi que sur les inspecteurs techniques.

Art. 5. — Des instructions définiront en tant que de besoin les modalités d'application du présent décret.

Art. 6. — Le Premier ministre et le ministre des armées sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 5 avril 1961

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,  
MICHEL DEBRÉ.

Le ministre des armées,  
PIERRE MESSMER.

#### Décret n° 61-309 du 5 avril 1961 fixant les attributions du secrétaire général pour l'administration.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des armées,

Vu le décret n° 61-306 du 5 avril 1961 fixant les attributions du ministre des armées ;

Vu le décret n° 61-307 du 5 avril 1961 portant organisation de l'administration centrale du ministère des armées,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le secrétaire général pour l'administration exerce sous l'autorité directe du ministre des armées, conformément à ses directives et dans les conditions fixées par les arrêtés et instructions en vigueur, la haute direction des travaux effectués par les directions et services qui relèvent de lui en vertu de l'article 4 du décret n° 61-307 du 5 avril 1961 portant organisation de l'administration centrale du ministère des armées.

Art. 2. — Le secrétaire général pour l'administration exerce en outre les attributions qui lui sont spécialement confiées par le ministre des armées.

A ce titre il peut être appelé à présider les commissions et comités constitués pour l'étude de questions à incidence financière, administrative ou sociale.

Art. 3. — Le secrétaire pour l'administration peut demander au ministre des armées de faire exécuter par la direction du contrôle des armées les enquêtes entrant dans le domaine de ses attributions.

Art. 4. — Le ministre des armées est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 5 avril 1961.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

Le ministre des armées,  
PIERRE MESSMER.

#### Décret n° 61-310 du 5 avril 1961 fixant les attributions du chef d'état-major de l'armée de terre.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des armées,

Vu la loi du 20 mars 1880 relative au service d'état-major ;

Vu la loi du 16 mars 1882 sur l'administration de l'armée ;

Vu la loi du 13 juillet 1927 sur l'organisation générale de l'armée ;

Vu le décret n° 61-306 du 5 avril 1961 fixant les attributions du ministre des armées ;

Vu le décret n° 61-307 du 5 avril 1961 portant organisation de l'administration centrale du ministère des armées,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Sous l'autorité du ministre des armées, le chef d'état-major de l'armée de terre est chargé de la préparation des forces de l'armée de terre en vue de leur mise en œuvre.

A cet effet, et dans le cadre des directives ministérielles :

1° Il établit et soumet au ministre les plans d'organisation et de développement de l'armée de terre ;

2° Il participe à la préparation du budget effectuée par la direction des services financiers et reçoit d'elle (section financière Terre) tous renseignements concernant l'exécution dudit budget ;